

Fauriol, Georges A. *Foreign Policy Behavior of Caribbean States : Guyana, Haïti, and Jamaïca*. Washington (D.C.), University Press of America, 1984, 350 p.

Claude Morin

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701863ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701863ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (1985). Compte rendu de [Fauriol, Georges A. *Foreign Policy Behavior of Caribbean States : Guyana, Haïti, and Jamaïca*. Washington (D.C.), University Press of America, 1984, 350 p.] *Études internationales*, 16(2), 445–446.
<https://doi.org/10.7202/701863ar>

constitue le meilleur plaidoyer en faveur d'un processus original que l'administration Reagan s'efforce de faire dérailler. L'histoire risque de se répéter... à moins que la politique étrangère des États-Unis n'opère le virage auquel l'invite ce livre.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

FAURIOL, Georges A. *Foreign Policy Behavior of Caribbean States: Guyana, Haïti, and Jamaïca*. Washington (D.C.), University Press of America, 1984, 350 p.

Les travaux en politique étrangère tendent à refléter, sinon à amplifier, la hiérarchie des rapports de puissance. Ils ont longtemps négligé d'étudier le comportement des petites nations autrement que sous l'angle de cibles des actions des grandes puissances. L'émergence des petites nations à titre d'acteurs internationaux oblige à prendre en compte les sources et la portée de leur politique étrangère. N'auraient-elles pas un comportement qui leur serait propre, dérivé justement de leur taille, laquelle renvoie à une perception de leur poids, et surtout des maigres ressources dont elles disposent pour faire sentir leur influence ?

Le livre de Fauriol participe à l'effort en cours pour combler cette lacune assez bien décrite d'ailleurs dans la section consacrée à l'état de la question. Il combine deux démarches, l'une plutôt traditionnelle qui part des caractères nationaux et qui a fait la fortune de J. Rosenau, l'autre agressivement quantitative, obsédée par la mesure. L'auteur ne cache pas les limites opérationnelles de la théorie des « caractères nationaux ». Tous les indicateurs s'accordent à classer ces trois nations – Guyana, Haïti et Jamaïque – parmi les « petits États ». Certaines contraintes en découlent : la politique étrangère émane d'une élite très restreinte – ce qui favorise une diplomatie personnalisée, capricieuse (par exemple la reconnaissance du Biafra par le gouvernement Duvalier) – et dépend pour son information et son exécu-

tion d'un appareil diplomatique très limité, avec un personnel de 150 à 400 membres, alors que le State Department à Washington aligne plus de 25.000 employés.

À ces caractères généraux Fauriol en ajoutent d'autres de nature régionale liés à l'espace et à l'histoire caraïbes. L'insularité par exemple alimente un sentiment d'étouffement ; la fragmentation à l'échelle régionale se prolonge à l'intérieur de ces micro-nations dans des sociétés pluriethniques sensibles aux manipulations racistes des relations diplomatiques ; le colonialisme a constitué jusqu'à tout récemment toute l'histoire de ces îles sans que leur indépendance, le plus souvent concédée, n'ait été cette rupture libératrice.

L'un des sept caractères que l'auteur mentionne, sans lui concéder l'importance centrale qui lui revient, tient à la position géopolitique qu'occupe la Caraïbe. Celle-ci forme une marqueterie d'ex-colonies de sept métropoles rivales. Son histoire est celle des rivalités internationales. Lien intercontinental, route d'invasion, zone de guerre marchande, la Caraïbe a participé à presque tous les conflits et ambitions nés de part et d'autre de l'Atlantique. Pas étonnant que ses dirigeants actuels la perçoivent comme « une arène de concurrence agressive » et place en permanence leur politique sous cet éclairage, conscients qu'ils sont de leur vulnérabilité. Or, dans ce contexte de tensions, les États-Unis constituent le protagoniste le plus dangereux parce qu'il ne souffre au XX^{ème} siècle aucune politique qui se fasse contre ses intérêts tels qu'il les définit, Cuba étant devenu l'exception qu'il faut isoler. N'en déplaise à Fauriol, les États-Unis ne sont pas un voisin ordinaire pas plus qu'une puissance parmi d'autres. F. Duvalier pourra braver Washington parce qu'il sait que son élimination créerait un vide que redoute la Maison-Blanche depuis la transition « ratée » à Cuba ou le dérapage momentané en République Dominicaine. Pour avoir voulu naviguer à contre-courant et s'être rapproché de Cuba, son voisin M. Manley succombera à la campagne de déstabilisation au profit d'un Seaga qui joue à fond la carte US. Il n'y a pas de politique étrangère qui puisse escamoter ou contourner ce défi obsidional que représente la gestion des relations avec les États-Unis.

Ce défaut de perspective affecte également le volet quantitatif. L'auteur prétend mesurer et comparer les comportements des trois nations caraïbes à l'aide d'une série d'événements (921 pour la période 1967-1975) promus indicateurs de leurs activités internationales. Sa source: le *Foreign Broadcast Information Service*, une publication gouvernementale qui transcrit les informations captées par l'écoute et la lecture d'une large gamme de média étrangers. D'une part, le FBIS privilégie les informations qui peuvent avoir des conséquences pour les États-Unis; d'autre part, il ne rend compte que des « événements » publics, laissant dans l'ombre toute cette diplomatie souterraine dont les gouvernements ne font pas état et qui a, dans cette région, les États-Unis comme objet. De par sa vocation – la surveillance à des fins de sécurité – la source tend donc à amplifier les « événements » auxquels sont associés les ennemis des États-Unis (Cuba par exemple) et à minimiser ceux qui paraissent anodins.

Que tire Fauriol de son fichier codé suivant les catégories de CREON et de COPDAB? Assez peu de choses, sinon la vérification de trois hypothèses émises à propos du comportement extérieur des petits États. Ces acteurs se préoccuperaient surtout de questions économiques. L'enquête révèle que seule la Jamaïque se conforme à cette attente, sans doute parce que le gouvernement Manley a dénoncé plus que tout autre les multinationales et s'est ainsi placé dans le colimateur du FBIS, autrement peu intéressé par l'actualité économique. Comme de juste, ces trois pays comptent surtout sur des actions conjointes et sur les organisations internationales pour faire sentir une influence qui ne leur ait pas reconnue dans le cadre de relations bilatérales trop marquées par l'asymétrie. Cette recherche infirme par contre l'hypothèse de East voulant que les petits États passent davantage à l'action directe faute d'appareil de renseignements adéquat. Les trois quarts des « événements » ont trait à des déclarations. Et l'auteur de conclure à propos de ce « nonpower influence behavior »: « verbal political behavior may indeed be a highly potent dimension of foreign policy activity that attempts to make up for other profound deficiencies » (p. 243). La rhétori-

que serait donc un ersatz, une attitude compensatrice!

L'ouvrage m'a déçu fortement. J'en attendais une analyse mesurée; j'y ai trouvé une cascade de chiffres renvoyant à des catégories mal justifiées et une analyse viciée par une perspective de grande puissance. Évidemment, mes critères ne sont pas ceux du *Center for Strategic and International Studies*, ce haut-lieu où oeuvre l'auteur et où la Maison-Blanche recrute ses conseillers... avec le risque que leurs prescriptions musclées soient anachroniques, donc désastreuses.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

HODGES, Donald et GANDY, Ross. *Mexico 1910-1982: Reform or Revolution?*. London, Zep Press, 1983, 256 p.

Certains détails perceptibles d'emblée à propos de ce livre, par exemple le titre, la dédicace, la couleur et l'illustration de la couverture, sont tout à fait révélateurs de l'intention des deux auteurs. Il s'agit bien, comme on peut le penser, d'une évaluation subjective et rigoureusement fidèle à la grille d'analyse marxiste de la révolution mexicaine.

Dans un premier temps, les auteurs s'affairent à démontrer que la révolution qui plongea le pays dans une véritable guerre civile de 1910 à 1921 et dont les effets se firent sentir très vivement entre 1920 et 1940, constitua un véritable « bond en avant » pour les masses laborieuses mexicaines qui réussirent à secouer le joug de l'armée, de l'Église et de l'oligarchie au pouvoir. On sait que cette période de l'histoire mexicaine fut passablement trouble, avec une succession de présidences éphémères qui se terminèrent plus souvent qu'autrement par l'assassinat et la création de multiples bases révolutionnaires dans plusieurs parties du pays, dont les plus célèbres dirigées par Pancho Villa et Émilio Zapata.

Donald Hodges et Ross Gandy ne s'embarassent pas de la nuance pour faire connaître à quels présidents ou à quels groupes vont leurs sympathies et préférences. Cette partie